

CRISES, INNOVATIONS ET RECONVERSIONS :
HISTOIRE COMPAREE DE LA CACAOCULTURE EN GOLD COAST,
AU NIGERIA ET EN COTE-D'IVOIRE
(ANNEES 1890-1945)

Jean-Pierre CHAUVEAU

Cette contribution vise deux objectifs: a) d'une part, mettre en perspective historique l'actuelle crise que traverse l'agriculture de plantation en Afrique de l'ouest, dans la mesure où la production de café et de cacao a essuyé bien d'autres crises avant celle-ci. J'envisagerai essentiellement le cas des producteurs de cacao; b) d'autre part, comparer les situations dans les trois grands pays producteurs : Gold Coast (actuel Ghana), Nigeria, Côte-d'Ivoire.

L'exposé sera forcément schématique et, sur bien des points, superficiel, eu égard à la masse d'informations documentaires qu'il faudrait convenablement traiter pour faire le tour de la question. Nous pouvons cependant avancer trois constatations qui valent pour les trois pays concernés et dont nous traiterons successivement: a) en premier lieu, la diffusion de la cacao-culture est elle-même née d'une crise de reconversion de l'économie africaine; b) en second lieu, les crises liées à la situation du marché ne constituèrent qu'un aspect du problème : la diffusion de cette innovation qu'était alors la cacao-culture s'accompagna d'une série de réajustements économiques et sociaux qui constituèrent autant de situations locales de reconversion et de crise auxquelles durent faire face les acteurs sociaux; c) enfin, dans les conjonctures spécifiques de crise du marché du cacao, les acteurs affichèrent des comportements économiques semblables mais ces crises embrassèrent bien d'autres aspects que la seule dimension économique.

1 - La genèse de la cacao-culture comme réponse à une situation antérieure de crise

La présence européenne fut un élément indiscutable de la genèse de l'innovation. Mais il s'agit d'un élément permissif et non décisif de l'innovation. Les Européens ont introduit l'innovation-produit sans pour autant avoir été les agents essentiels de sa diffusion; ils furent dans la position de "l'inventeur", qui n'est pas celle de l'innovateur qui s'approprie et met en oeuvre la nouveauté.

a) A partir des années 1880, apparaissent des plantations africaines de cacaoyers aux alentours de Lagos (Nigeria), Accra (Gold Coast) et de l'actuelle frontière ivoiro-libérienne. Ces pionniers représentent une fraction très particulière de la population côtière: traitants descendant d'esclaves libérés puis réinstallés sur le littoral, notables producteurs et traitants d'huile de palme et de caoutchouc sauvage. Les premiers producteurs de cacao combinent activités commerciales et activités agricoles (avec usage de main d'oeuvre non-familiale, salariée ou captifs d'origine); ils sont intégrés au milieu social et culturel européenisé et christianisé des centres de traite côtiers; enfin, ils ont une expérience directe des fluctuations et des cycles économiques par leurs activités commerciales, notamment au cours du dernier tiers du XIXe siècle qui correspond à une phase de récession du commerce international.

C'est précisément cette conjoncture qui incite ces agents à s'intéresser à la cacao-culture comme produit de substitution. Pour ces pionniers, la cacao-culture représente d'abord un produit de reconversion, parmi d'autres, face à la crise qui touche leurs domaines principaux d'activités menacés par la concentration du commerce européen de traite et par la chute des prix des produits du palmier dans le dernier tiers du XIXe siècle. La culture et le commerce de cacao interviennent comme un élément nouveau dans un système de polyactivité antérieur destiné à rééquilibrer les risques et les opportunités du système dans son entier (la cacao-culture ne deviendra pas pour ces agents une activité exclusive). Durant cette période des années 1880-1890, la cacao-culture n'est pas la principale solution de reconversion. Le caoutchouc naturel (pour le commerce européen) et la noix de cola (pour le commerce interafricain) apparaissent aussi comme des produits de substitution aux produits du palmier.

La mise en oeuvre de la cacao-culture implique que ces types d'acteurs mobilisent des ressources relationnelles et culturelles qui dépassent largement le seul domaine économique. Leurs stratégies s'appuient sur les relations très étroites qu'ils entretiennent avec les Missions (certains sont

prédicateurs) et avec l'élite politique rurale (certains sont eux-mêmes chefs ou notables, beaucoup sont alliés aux familles de notables ou sont les interlocuteurs urbains de leur communauté rurale d'origine). Ces réseaux, au sein desquels ils apparaissent comme des intermédiaires privilégiés, sont autant de ressources pour s'approvisionner en semence (dont certains font commerce) et en main d'oeuvre (notamment en Gold-Coast et au Nigeria où des planteurs-prédicateurs sillonnent l'arrière-pays, diffusant la parole biblique en même temps que les semences de cacao tout en recrutant de la main-d'oeuvre pour les plantations du littoral).

b) Dans le contexte de la colonisation (années 1890 et 1900), la prévalence des catégories d'agents socio-économiques privilégiées dans le processus de diffusion est maintenue, mais à côté des "pionniers" qui demeurent influents, les innovateurs se recrutent désormais dans une population plus différenciée. Il s'agit de ruraux qui ont souvent eu une expérience de migration ou de coreligionnaires (protestants) ou alliés des premiers planteurs que ces derniers ont convaincu de l'intérêt de la nouvelle spéculation. Ce sont des acteurs que leurs revenus ou leur position sociale autorisent à prendre leurs distances avec les normes établies (notamment en intégrant à l'idéologie d'accumulation lignagère une éthique de promotion personnelle), sans rompre pour autant avec leurs communautés. Ces innovateurs ont un réseau d'information plus étendu que les autres ruraux sur les opportunités nouvelles et ils ont la capacité de tester celles-ci sans trop de risque à cause d'une certaine marge de sécurité due à leurs activités antérieures ou diversifiées. Ils suivent en cela la voie ouverte par les pionniers, dans un contexte colonial plus contraignant et plus politisé.

Sur le plan social et politique, la nouvelle situation coloniale génère en effet des réajustements qui jouent en faveur de la cacaoculture. Le sentiment de frustration éprouvé par les intermédiaires et les "évolués" suscite une sorte de politisation de l'entreprise cacaoyère. La culture du cacao apparaît comme un moyen d'émancipation économique et politique pour la bourgeoisie africaine du littoral. Par ailleurs, la "Paix coloniale" provoque des réajustements entre les différents groupes d'intérêt et de pouvoir locaux. Par exemple, la démobilisation massive des armées de métier dans les États yoruba amène les guerriers spécialisés à se tourner vers la cacaoculture commercialisée de préférence à l'agriculture d'auto-subsistance. Autre exemple, celui des dissidents ashanti qui, chassés par l'Asantehene pour leur collaboration politique et économique avec les colonisateurs, trouvent d'abord à s'investir dans le secteur du caoutchouc puis dans celui de la cacaoculture (pour certains dans les régions limitrophes de la colonie française de Côte d'Ivoire); de retour dans l'Ashanti à la faveur de l'occupation britannique, ils y seront les promoteurs zélés de la culture du cacao.

L'innovation cacaoyère recouvre en réalité une pluralité de projets sociaux. Ces groupes d'agents se diversifient en effet en fonction de leurs objectifs et de leur contraintes particuliers. Dans leurs stratégies à l'égard du cacao entrent d'autres composantes que la seule activité de production cacaoyère : composantes commerciale (pour ceux qui ont aussi une activité d'acheteurs et de traitants), politique (conforter leur pouvoir pour les chefs et les notables, nécessité de se reconvertir pour l'élite militaire, améliorer leur position par la réussite économique pour les dissidents, renforcer leur position d'intermédiaire pour l'élite instruite), voire idéologique (on a vu la dimension religieuse).

L'aspect élitaire de l'innovation cacaoyère provient de ce que ces catégories sociales sont aussi tenues de raffermir des positions qui sont menacées par la nouvelle conjoncture coloniale. La filière cacaoyère s'impose alors, comparativement aux secteurs de la cola et du palmier à huile, comme la moins mauvaise des reconversions possibles après l'effondrement des cours du caoutchouc (le réseau de récolteurs et de traitants de caoutchouc se reconvertit d'ailleurs massivement dans la production et la traite du cacao), la mainmise des intérêts européens sur le secteur aurifère ou l'impossibilité de poursuivre les activités guerrières.

c) Le processus de diffusion suggère également l'importance des contextes locaux rapportés à la nouvelle situation coloniale. La cacaoculture s'impose comme substitut à des activités existantes de manière différentielle, selon l'intensité de la crise de reconversion ressentie par les différentes couches des populations et selon les situations régionales. Des produits comme la kola ou le palmier demeurent stratégiques pour leurs élites dirigeantes dans certaines régions forestières ne bénéficiant pas de bonnes conditions du point de vue de la production cacaoyère: éloignement des circuits de collecte (régions du sud-ouest de la Gold Coast, de l'est du pays yoruba et de l'ouest ivoirien) ou médiocres conditions bio-écologiques (est-forestier du Nigeria).

Le cas particulier et paradoxal de la Côte d'Ivoire souligne l'influence de l'administration coloniale dans la facilitation de la diffusion de la cacaoculture. En effet, la diffusion de la cacaoculture et de la caféiculture, entamée dès la fin du XIXe siècle dans la région du sud-ouest frontalière avec le

Liberia par des agents dont le "profil sociologique" était analogue à celui des pionniers de Gold Coast et du Nigeria, s'est d'abord trouvée bloquée par une série d'événements exogènes: tracé de la frontière ivoiro-libérienne qui coupe la région de Tabou de son débouché libérien antérieur; disparition des intérêts commerciaux allemands avec la première Guerre mondiale (ce sont des compagnies allemandes qui étaient les principaux clients pour le café et le cacao de cette région); développement de l'infrastructure administrative et commerciale dans le sud-est ivoirien conduisant à l'enclavement extrême du sud-ouest dans la colonie; vocation de fournisseuse de main d'oeuvre prestataire assignée par les autorités coloniales à cette région; enfin, croissance de l'emploi des "kroumen" sur les navires et dans les ports de traite comme activité alternative à la cacaoculture. La diffusion de la cacaoculture en Côte d'Ivoire s'est donc initialement opérée sur le modèle nigéro-ghanéen, mais s'est trouvée bloquée dans son foyer initial. En outre, la méthode autoritaire employée par les autorités coloniales françaises (au contraire des Britanniques) a retardé le démarrage de l'adoption volontaire de la cacaoculture dans la colonie. Enfin, le cas ivoirien présente une particularité supplémentaire: la présence, parmi les "pionniers" et les "innovateurs", d'Africains allochtones (Sénégalais considérés par les colonisateurs français comme des agents acquis à l'oeuvre civilisatrice et commerciale française, "Gold-Coastiens" établis dans la colonie comme traitants de caoutchouc) et d'un petit colonat français et libano-syrien qui a monopolisé le circuit de commercialisation.

La mise en place de la dynamique cacaoyère se trouve ainsi retardée d'une vingtaine d'années par la conjonction de ces conditions politiques défavorables. L'adoption volontaire de la cacaoculture dans le sud-est de la colonie ivoirienne ne démarrera vraiment qu'à partir des années 1920.

La cacaoculture n'est donc ni un phénomène tombé du ciel, ni le résultat mécanique de l'action des colonisateurs, mais le résultat de stratégies de reconversion dans le contexte de la crise des échanges traditionnels à la fin du XIXe siècle. Ce constat change un peu la perspective habituelle de l'histoire de la cacaoculture et précise l'intitulé de notre exposé. D'emblée, la cacaoculture s'interprète non pas simplement comme le résultat de la mobilisation de ressources inemployées ou sous-exploitées, mais comme un réaménagement innovant de structures économiques et sociales préexistantes.

2 - La diffusion de la cacaoculture accompagne et génère une série de crises locales de reconversion et d'ajustement

a) Ce qui est vrai de la phase pionnière d'innovation, au tout début du siècle, reste vrai des phases ultérieures. La cacaoculture s'étend non pas à la manière d'une diffusion mécanique, en tâche d'huile, et par simple imitation, mais en fonction de la capacité de résilience des systèmes préexistants, ou, dit autrement, de la nécessité de se reconvertir éprouvée par les acteurs économiques et sociaux d'une région donnée. On retrouve dans les phases ultérieures du "cycle cacaoyer" (F. Ruf) cet élément central qu'est l'innovation comme réponse à une situation de crise, passant par une reconversion du système préexistant - et non par une simple juxtaposition d'un élément nouveau au système ancien. C'est ce qui explique le "retard" de certaines régions, retard que l'on a tort d'imputer principalement à des différences culturelles.

Par exemple, dans le cas de certains états yoruba, la persistance plus tardive de la culture commerciale du palmier à huile et de la kola "retarde" la diffusion du cacao, tandis que, dans d'autres, c'est la démobilisation des guerriers qui les prédispose à se lancer les premiers dans la cacaoculture (dans tous ces cas, grâce à l'utilisation de la force de travail d'esclaves et d'individus gagés). En pays ashanti et dans l'est ivoirien, c'est la déstructuration de l'espace économique ashanti par la "pax britannica" et les crises qu'elle entraîne qui permet à la cacaoculture d'apparaître comme la moins mauvaise alternative possible face à la situation coloniale, et cela plus tard qu'en pays akwapim et krobu de Gold Coast, confrontés précocement à la baisse des prix de l'huile de palme et au blocage foncier. Dans le cas du sud-est de la Gold Coast, son plus grand enclavement par rapport au centre ou au pays ashanti, mais aussi l'existence d'emplois salariés alternatifs générés par les entreprises industrielles d'extraction aurifère et les activités portuaires en font une région cacaoyère "retardataire". C'est aussi le cas du centre-ouest ivoirien, où l'exploitation des colatiers et la diffusion du riz, jusqu'alors peu cultivé, constituèrent des solutions momentanées de reconversion qui "retardèrent" la diffusion de la cacaoculture.

b) La diffusion de la cacaoculture génère en outre des discontinuités régionales et des conditions conflictuelles de reconversion.

La mobilité des hommes est un marqueur important de la différenciation régionale qui se met en place, avec pour corollaire la modification de l'intensité d'occupation des espaces cultivables et d'exploitation de la ressource forestière, variables qui sont hautement stratégiques (et porteuses de tensions) dans le cas de cultures pérennes extensives associées à des cultures vivrières annuelles. On peut identifier deux formes différentes et simultanées de mouvements de population en rapport avec les stratégies d'accès aux ressources foncières.

La première manifeste des stratégies de migration de travail de la part d'originaires de zones où la forêt est abondante mais enclavées, avec l'objectif d'accéder à un droit de culture. L'abondance de la ressource forestière autorise ce genre de stratégie (préférer cultiver la forêt ailleurs que chez soi en valorisant la proximité des débouchés: par exemple dans les Etats yoruba de l'ouest, desservis par le chemin de fer, de la part des originaires des Etats de l'est, ou dans le sud-est ivoirien, de la part des populations baoulé).

Mais déjà se manifeste aussi l'inéluclabilité du "cycle du cacao" (F. Ruf) dans les stratégies de colonisation agricole de la part d'originaires de zones déjà anciennement acquises à la cacaoculture (centre et est de la Gold Coast; région d'Ibadan; en Côte d'Ivoire, plus tard, détournement du flux migratoire baoulé des anciens foyers du sud-est au profit des régions forestières "neuves" de l'ouest). La composante "bio-écologique" du cycle du cacao fait donc sentir ses effets avec l'apparition précoce de cycles régionalisés d'expansion et de vieillissement des plantations, cycles qui engendrent une des caractéristiques majeures de la diffusion de l'innovation cacaoyère: la mise en place de vastes fronts pionniers où se conjuguent migrations de colonisation et migrations de main d'oeuvre.

Les conditions différentielles selon les régions "d'entrée" dans la cacaoculture façonnent l'espace économique et social de ces colonies. Ces décalages feront sentir leurs effets sur l'évolution future et notamment sur les relations entre les composantes régionales de la nouvelle agriculture, créant ainsi des tensions supplémentaires à celles qui prévalent normalement dans les situations de changement. D'une part, des groupes sociaux ou des communautés localisées déjà se prévaloir d'une "ancienneté dans l'innovation" et d'une expérience tant technique qu'organisationnelle dans la cacaoculture qui pèseront par la suite dans le jeu identitaire et politique. D'autre part, chez les autochtones, la reconversion est toujours difficile; elle correspond toujours à une situation de crise, c'est-à-dire de remise en question des comportements préexistants, soit que l'arrivée des migrants change les règles du jeu, soit que le système économique et social préexistant du milieu d'accueil ait atteint ses propres limites de reproduction, soit, le plus souvent, pour ces deux raisons à la fois.

Née d'une reconversion imputable à une crise économique et sociale, l'extension de l'économie de plantation produit tout un ensemble de micro-crisis qui sont largement occultées par l'image de "success story" associée à l'épopée cacaoyère. Venons en maintenant aux comportements perceptibles dans les situations de crise au sens restreint du terme, c'est-à-dire considérées sous l'angle de crises du marché.

3 - Les comportements des acteurs face aux crises du marché du cacao

Il s'agit de crises induites par le marché international, plus ou moins longues et plus ou moins accusées : 1908, 1920-21, 1930-35 (la plus forte et la plus longue) la baisse des prix de 1938, et, bien sûr, la période de guerre 1940-1945 qui correspondit en outre à une impossibilité d'écouler la plus grande partie de la production. Je distinguerai, pour les passer rapidement en revue, les caractéristiques des comportements ayant trait: à la production, à la commercialisation, enfin aux dimensions politiques et sociales des crises

a) Dans le domaine de la production, on peut considérer le comportement lié au volume de production et le comportement au niveau de l'organisation sociale de la production.

En terme de volume de production, un constat général s'impose pour les trois pays : face à la baisse des prix, et exception faite du cas particulier de la seconde guerre mondiale, les producteurs augmentèrent leurs livraisons pour compenser la baisse de leur revenu. Cela est attesté par les séries chronologiques de production dans les trois pays.

Il est vrai que ce comportement s'accompagna aussi d'une baisse des superficies nouvelles plantées en cacao, baisse qui ne fut cependant pas dramatique au point de se faire fortement sentir dans la production des années suivantes. Le "désengagement relatif" des producteurs à l'égard du cacao, faiblement rémunéré, se fait plutôt sentir au niveau de l'entretien (le swollen shoot en Gold Coast à la fin des années 1930 en est une des conséquences les plus connues).

Durant la période particulière de la seconde guerre mondiale, où, à la question des prix, s'ajouta celle de l'écoulement du produit, il est remarquable que cette situation apparemment catastrophique n'aboutit pas à un désengagement radical des producteurs vis-à-vis de la cacaoculture. On se rappelle notamment que c'est durant la guerre, et à propos du différentiel de prix accordé aux planteurs européens et africains, que s'organisa en Côte d'Ivoire un mouvement de défense des planteurs locaux qui allait devenir le Syndicat agricole africain.

Toujours à propos de la production, quelles furent les effets des crises au niveau de l'organisation sociale de la production ?

En réalité, les principaux changements dans les rapports sociaux de production ne sont guère imputables aux crises commerciales, du moins directement. Le trait qui caractérise le plus l'évolution à long terme de ces rapports de production est la "démocratisation" de l'agriculture de plantation, c'est-à-dire sa mise en oeuvre progressive par une multitude de petits planteurs de statut social très hétérogène, alors que les "innovateurs" étaient des notables dont nous avons dressé plus haut les profils particuliers. L'innovation est prise en charge par des couches sociales de plus en plus "ordinaires".

Jusqu'aux années 1920, ne sont encore exclus de l'exploitation directe de la cacaoculture que les individus de bas statut social, comme les esclaves ou descendants d'esclaves et les "gagés" pour dettes qui n'interviennent dans la cacaoculture que comme main d'oeuvre domestique. Cependant, la différence des politiques dans les colonies britanniques et françaises continue de produire ses effets (notamment, durant cette période, les mesures contraignantes pour diffuser le cotonnier ou accroître la production de riz et des prestations de travail obligatoires très lourdes). L'interventionnisme colonial français freine le processus de "démocratisation" de la cacaoculture.

A partir des années 1930, toutefois, la diffusion de la cacaoculture semble concerner l'ensemble des couches rurales, bien que les inégalités demeurent. Les catégories sociales laissés jusqu'alors en marge de l'exploitation directe se livrent désormais à la cacaoculture. On note à partir des années 1930, dans les trois grands pays producteurs, une tendance marquée à l'émancipation des individus et des ménages soumis à des liens de dépendance très forts (esclaves et descendants d'esclaves, individus gagés). D'anciens manoeuvres sont aussi en mesure d'accéder à l'exploitation directe, surtout s'ils appartiennent au même ensemble culturel que les groupes d'accueil akan ou yoruba.

Indirectement, cependant, les crises du marché du cacao influèrent sur les rapports sociaux de production. En Gold Coast, par exemple, où la cacaoculture était la plus développée et où, par conséquent, l'usage de main-d'oeuvre salariée était beaucoup plus général, la difficulté de payer cette main-d'oeuvre durant la crise des années 1930 favorisa l'extension du système d'abusan (rémunération par partage du produit) vis-à-vis des autres formes de main-d'oeuvre. De manière générale, la production se replia dans la mesure du possible sur la main d'oeuvre familiale aux détriments des rapports sociaux plus capitalistes qui étaient en train de s'étendre. Cette "involution" du capitalisme agraire s'accompagna peut-être, selon Austin, et contrairement aux idées reçues, d'un niveau d'exploitation plus fort : les planteurs payaient encore moins cher leurs manoeuvres, acceptaient les bas prix offerts par les acheteurs et étaient contraints de mettre en garantie de plus en plus de plantations. En dépit, ou à cause, de ces difficultés, les années 1930, connurent une croissance de la main-d'oeuvre agricole rémunérée dans les plantations (système abusan compris), peut-être à cause du coup d'arrêt des migrations urbaines que décrit P. Kipré pour la Côte d'Ivoire, sans doute aussi à cause de l'obligation de récolter le produit maximum pour compenser la baisse des prix et certainement, enfin, pour faire face à l'extension des surfaces que les crises successives n'avaient pas découragée.

Cependant la fragilité de la production cacaoyère face aux fluctuations du marché découragea certainement l'implantation d'un véritable capitalisme rural africain (différent du capitalisme entrepreneurial évoqué par P. Hill), même si les crises des années 1930 multiplièrent les mises en gage de plantation. La "démocratisation" partielle au niveau de la production s'accompagna en effet simultanément d'une différenciation sociale et économique à partir d'activités complémentaires plus lucratives ou plus stratégiques : fonctions politiques traditionnelles ou coloniales, fonctions commerciales et prêts usuriers. A cet égard les crises successives des années 1930, qui coïncidèrent avec la généralisation de l'économie de plantation et la montée des contestations politiques, engagèrent certainement les "élites" africaines à ne pas concentrer leurs activités et leurs projets dans la seule agriculture de plantation.

b) Dans le domaine de la commercialisation

Néanmoins, ces mêmes dignitaires sont en mesure de maintenir leur contrôle sur le développement local de la cacaoculture. Ce contrôle est particulièrement patent en matière d'organisation des producteurs et lors des mouvements de protestation qui accompagnent les principales phases de baisse des prix aux producteurs. Chefs et notables ruraux, en relation (souvent ambiguë) avec les "évolués" urbanisés, issus fréquemment des mêmes familles ou alliés à ces familles, interviennent précocement dans ces domaines.

Contrairement aux idées reçues, les premières tentatives d'organisation de la production et de la commercialisation ne sont pas imputables à l'administration coloniale mais à ces premières générations de planteurs et d'acheteurs. Un premier domaine est celui de l'organisation professionnelle. Le meilleur exemple est celui des Unions de planteurs mis en place dans la région de Lagos dans les premières années du siècle, notamment l'Agege Planters Union, créée en 1907, qui assure la diffusion des semences, regroupe la production et organise le recrutement de main d'oeuvre de l'intérieur du pays. Un second domaine est celui de la défense des intérêts de la profession face au commerce de traite et aux fluctuations de la conjoncture. L'action organisée pour protester contre les bas prix ne date pas de l'ère du cacao. Déjà, dans les années 1860, par exemple, les Krobu de Gold Coast avaient fait la grève de la livraison d'huile de palme lorsque son prix avait subi une forte baisse; par la suite, les traitants européens du littoral durent faire face à des mouvements organisés mais ponctuels en réaction à la dégradation des termes de l'échange ressentie par les traitants et les producteurs africains des produits du palmier. Dès la première fluctuation à la baisse du cacao, en 1908, la zone centrale de Gold Coast, la plus engagée dans cette culture, se mobilise et les planteurs refusent de livrer le produit au commerce. C'est le premier des fameux *hold-ups* qui vont se succéder en s'amplifiant durant l'entre-deux-guerres. Déjà apparaissent les conflits et les alliances d'intérêt entre les différents groupes stratégiques concernés par la cacaoculture: notables-planteurs, traitants indigènes, jeunes planteurs autochtones qui se lancent aussi dans la nouvelle spéculation (organisés lors du *hold-up* de 1908 dans les associations de jeunes: les *asafo*), premiers planteurs migrants soumis au paiement d'une rente foncière et représentants de l'élite urbaine.

Ces actions concertées de résistance aux fluctuations et à l'organisation du marché du cacao se généralisent face à l'amplitude nouvelle des prix offerts aux producteurs par les firmes commerciales après la Première Guerre. En Gold Coast, ce sont les *hold-ups* des années 1921-1922 (dans les foyers de cacaoculture ancienne du centre) et 1927 (dans le sud du pays ashanti); au Nigeria, c'est la rébellion de 1918 en pays egba contre la levée des impôts lors d'une baisse du prix du cacao. De manière générale, ces mouvements paysans (dans lesquels les chefs, les acheteurs de produit et les "évolués" ont un rôle important) manifestent simultanément une contestation de l'ordre colonial, mais davantage du point de vue économique que politique. Si ces mouvements de protestation échouent, ils constituent aussi des expériences pour les mouvements des années 1930 dont l'impact sera plus décisif sur l'évolution des politiques coloniales.

Ces mouvements ponctuels sont organisés sur la base d'organisations rurales plus stables qui conjuguent des traits traditionnels réaménagés pour la circonstance (par exemple le système de représentation des jeunes fermiers par un "chef des agriculteurs" dans le système politique akan en Gold Coast, ou l'analogie avec l'organisation des guerriers en pays yoruba) et des traits incontestablement modernistes, tels les Associations de fermiers en Gold Coast et les Sociétés agricoles au Nigeria. Ces associations régionales sont alors pour la plupart indépendantes des initiatives coloniales et servent d'arènes de confrontation et de négociation entre les différents groupes d'intérêt indigènes impliqués dans la cacaoculture: producteurs, traitants, responsables politiques et intellectuels urbanisés.

Une tentative d'organisation de grande ampleur mérite d'être signalée à cette époque, bien qu'elle ait également échoué. Il s'agit de l'entreprise menée par un ressortissant de Gold Coast établi au Nigeria, Winifried Tete-Ansa. S'inspirant des recommandations que le National Congress of British West Africa (organisation politique regroupant les ressortissants des colonies britanniques) fit dès 1920, Tete-Ansa met en place une fédération des coopératives cacaoyères de Gold Coast et du Nigeria en 1925, complétée en 1928 par une banque industrielle et commerciale et, en 1930, par une compagnie de commerce chargée de commercialiser le cacao africain aux Etats-Unis à partir d'un lobby afro-américain. L'échec de la tentative, tant à cause de l'hostilité des intérêts coloniaux que des faiblesses de l'organisation et des hommes, ne doit pas occulter la remarquable ampleur du projet.

Le "retard" de la diffusion de la cacaoculture en Côte d'Ivoire, pour les raisons essentiellement politiques que l'on a vu, se traduit aussi par une moindre effervescence sur le plan des initiatives organisationnelles. Si, après la Première guerre, se constituent des associations dans une des régions les plus avancées dans la cacaoculture (Comité des planteurs du Sanwi), les mouvements ruraux sont encore davantage des révoltes contre la pénétration coloniale menées par des résistants traditionalistes (chefs de guerre, féticheurs) que des revendications paysannes à base économique.

Les crises induites dans les années 1930 par le marché international, beaucoup plus accusées que celles de 1908, de 1920-21 et de 1927, provoquent une amplification des mouvements organisés et des associations des producteurs de cacao. Il s'agit de stratégies "défensives" dont la nature n'est pas différente des mouvements antérieurs, en dépit de leur ampleur et de leur coordination à l'échelle nationale (crise de 1930-35, la plus forte et la plus longue, baisse des prix de 1937-1938 et période de guerre 1940-1945). Certains de ces mouvements sont coordonnés à l'échelle nationale: *hold-up* de 1930-1931 et de 1937-1938 en Gold Coast, contestation par les coopératives cacaoyères des pratiques commerciales des firmes exportatrices en 1937-1938 au Nigeria, Union des coopératives nigérianes contre le Central Board mis en place durant la Guerre, Nigerian Farmers' Union de 1945... D'autres, peu nombreux, le sont à l'échelle intercoloniale, en relation ou en continuité avec l'organisation précédemment mise en place par Tete-Ansa entre la Gold Coast et le Nigeria: en 1930 avec la West African Cooperative Producers, en 1944-1945 avec le Farmers' Committee of British West Africa...

C'est significativement durant cette période que ce type de mouvement gagne la Côte d'Ivoire, conformément au décalage de cette colonie dans le cycle ouest-africain de la cacaoculture. Un mouvement de stockage de la production et de boycottage des produits importés dirigé par le Roi de l'Indénié Boa Kouassi et animé par le planteur-médecin Houphouët-Boigny intervient en 1930-1932, en relation avec le mouvement similaire en Gold Coast. D'autres mouvements de ce type ont lieu en Côte d'Ivoire en 1937-1938 et en 1949-1950.

Ces mouvements, comme durant la période précédente, sont relayés par des associations permanentes: coopératives et associations de fermiers - ces dernières demeurant plus autonomes du contrôle du gouvernement colonial que les structures coopératives, reconnues officiellement en Gold Coast et au Nigeria au milieu des années 1930. En Côte d'Ivoire, la création du Syndicat agricole africain en 1944 marque l'accès de l'agriculture de plantation ivoirienne à la phase de maturation atteinte une quinzaine d'années plus tôt en Gold Coast et au Nigeria. Comme dans les colonies britanniques, l'organisation des planteurs ivoiriens manifeste aussi l'existence de différenciations sociales (entre grands planteurs, notables et commerçants, d'un côté, et petits planteurs de l'autre) et de stratégies régionalistes induites par le système de représentation politique mis en place par les autorités coloniales.

c) Dans le domaine politique et social

Comme on peut s'en douter, les conséquences des crises dépassent évidemment le seul domaine de l'économie. Concernant la différenciation sociale du milieu rural, les mises en gage de terres, de biens et même de personnes sont fréquentes en temps de crise. Des mouvements de protestation contre les firmes, et bientôt contre le pouvoir colonial, renforcent plutôt le pouvoir des chefferies et des notables, intermédiaires obligés dans les négociations. Mais la crise stimule aussi les manoeuvres étrangers pour renégocier les termes des contrats de travail.

Concernant les rapports entre le milieu rural, le milieu politique africain et les autorités coloniales, Hopkins distingue, pour la Gold Coast et le Nigeria, une évolution en trois phases de ces rapports. Cette évolution est généralisable à la Côte d'Ivoire, compte tenu d'un décalage dans le temps d'une quinzaine d'années.

- Première phase : jusqu'à la première guerre mondiale où, en dehors de la baisse des prix de 1908, il n'y eut pas de crise majeure mais plutôt des cours soutenus. Durant cette phase, les leaders politiques de la côte, plutôt en rivalité avec les dirigeants traditionnels des zones rurales, ne se préoccupent pas de politique économique.

- Deuxième phase : de la fin de la première guerre au milieu des années 30, période marquée par une succession de problèmes économiques aigus et l'émergence de leaders politiques modérés prônant une politique économique réformatrice (cas de Tete Ansa). L'idéologie coopérativiste est dominante.

- Enfin, à partir de la seconde moitié des années 30, marquée par l'échec provisoire du grand *hold-up* de 36-37, l'apparition de programmes radicaux, prônant l'indépendance politique et économique (Azikiwe au Nigeria, Danquah en Gold Coast).

La Côte-d'Ivoire n'est pas vraiment déconnectée des mouvements qui ont cours dans les colonies britanniques : par exemple l'appel conjoint à la résistance de Boa Kouassi, roi de l'Indénié et grand planteur, est contemporain du *hold-up* en Gold Coast. Mais il faudra attendre plus de dix ans pour que ce mouvement se structure sur les plans professionnel et politique, à l'occasion de la seconde guerre mondiale et l'immédiat après-guerre (selon d'ailleurs les mêmes alliances politico-sociales).

Une nouvelle page s'ouvre dans l'histoire sociale de la cacaoculture des trois pays à partir de la Seconde Guerre mondiale, avec, d'une part, la remise en cause, tant par les colonisateurs que par les colonisés, du régime colonial; et, d'autre part, l'adhésion des élites dirigeantes à une innovation organisationnelle majeure: l'administration étatique de la filière cacaoyère pour précisément garantir les producteurs contre les fluctuations des cours du cacao. La cacaoculture n'est définitivement plus considérée par les couches locales politiquement dominantes comme un secteur d'investissement stratégique mais comme un volant de ressource à contrôler et une source de contraintes nouvelles à gérer.

L'instrument de contrôle qu'il s'agit d'investir est désormais constitué par les organismes de régulation de la filière cacaoyère mis en place par le pouvoir colonial (la Caisse de Stabilisation en Côte d'Ivoire, et, au Ghana et au Nigeria, les Cocoa Marketing Boards) mais cela au terme de quelques détours. Ces organisations ont une histoire (qui reste largement à faire) assez paradoxale. Les grandes lignes d'une telle organisation, sur une base coopérative, avaient été avancées avant guerre par des associations de fermiers de Gold Coast. Après le grand *hold-up* sur le cacao de 1937-1938, l'administration britannique élabore un projet qui ne peut être mis en œuvre à cause de la guerre et est alors remplacé par un organisme de régulation commerciale pour les principaux produits stratégiques des colonies britanniques ouest-africaines. Remis en selle après les hostilités, les Boards sont créés en 1947 au Nigeria et en Gold Coast, tandis qu'en Côte d'Ivoire sont créés des Fonds de soutien pour le cacao et le café (la Caisse de stabilisation ne sera créée qu'en 1954).

Dans tous les cas, les initiatives coloniales de réguler la filière cacao (ainsi que la filière café en Côte d'Ivoire) et de la développer à partir de ressources propres sont d'abord considérées avec méfiance par les dirigeants nationalistes dans l'immédiat après-guerre. Le Syndicat Agricole, en Côte d'Ivoire, et les associations de fermiers, qui sont créés à cette époque en Gold Coast et au Nigeria, ont notamment pour objectif politique de faire contre-poids à la prétention de l'administration coloniale de régenter la principale ressource des colonies. Tout va changer à partir de l'année 1951 qui marque dans les trois colonies l'ouverture d'une étroite collaboration entre l'administration coloniale et les dirigeants politiques nationalistes, désormais vainqueurs incontournables des différentes élections organisées après les violents affrontements des années précédentes. Les Boards et la future Caisse de stabilisation sont désormais perçus par les nouveaux dirigeants de la Gold Coast, de l'Etat fédéral de la Western Region au Nigeria et de la Côte d'Ivoire comme un irremplaçable outil de conquête des leviers de commande de l'agriculture paysanne, de mobilisation des ressources tirées de la cacaoculture et donc aussi de contrôle politique.

La "conversion" au début des années 1950 des élites politiques nationalistes aux vertus des Marketing Boards et des Caisses de stabilisation, puis la politisation de ces organismes à partir des indépendances enclenchent un nouveau cycle d'ajustement social dans lequel la diffusion de la cacaoculture et le principe de garantir les producteurs contre les fluctuations du marché deviendront des objectifs de plus en plus secondaires.

CONCLUSIONS

Cet exposé des principaux jalons de l'histoire de la cacaoculture ouest-africaine à travers les phases de reconversion et de crise qu'elle a traversées est sommaire. Bien d'autres aspects mériteraient d'être évoqués, comme les aspects culturels, religieux et les représentations sociales en général, ou comme les relations inter-ethniques que cette histoire a modelées. Ce rappel permet cependant de situer dans une perspective historique la situation actuelle de la crise de l'agriculture de plantation en Côte d'Ivoire.

Une première observation est que les quatre ou cinq générations de planteurs ouest-africains, qui se sont succédées durant les 90 années de développement de l'agriculture de plantation ouest-africaine, ont évolué dans des contextes socio-politiques bien différents. Les deux premières ont évolué dans une situation "concurrentielle" absolue, prenant de plein fouet les secousses dues aux crises successives mais acquérant simultanément une expérience pratique du changement de conjonctures : situations de

crise économique ou situations apparaissant comme critiques par comparaison avec des périodes plus fastes, brèves il est vrai (les années précédant la Première guerre mondiale, les années 1922-1928, les premières années 1950), durant lesquelles les agriculteurs innovateurs ayant opté pour la cacaoculture (puis la caféiculture) se trouvèrent dans une véritable situation de rente.

Les deux dernières générations, jusqu'à la période actuelle, ont évolué dans une situation différente, que l'on pourrait qualifier de "ponction discrète" dont l'ampleur était étouffée par la garantie des prix, l'afflux de main-d'oeuvre et la disponibilité en terre, avec, en contrepartie, une faible initiative en matière d'auto-organisation professionnelle et politique vis-à-vis de l'Etat. Dans ces conditions, l'appréciation par les planteurs de la gravité de la situation actuelle et le jugement qu'ils portent sur ceux qu'ils estiment en être les responsables - au premier chef, les gouvernements - reste évidemment subjective et dépend toujours de la situation qui prévalait peu de temps avant la crise. L'histoire montre que les planteurs ont déjà affronté des crises en situation de concurrence très dure. Mais c'est déjà lointain. Aussi l'actuelle politique de désengagement de l'Etat¹ risque d'être perçue non pas pour ce qu'elle dit être, c'est-à-dire un retour aux lois normales de la concurrence et de la rentabilité, mais comme une politique volontariste de désintérêt à leur égard, avec toutes les conséquences que cela peut impliquer en l'absence d'organisations professionnelles représentatives.

Pourtant, les prémices de ces organisations ont bien été présentes, induites en particulier par les situations de crise. Mais ni le Pouvoir colonial ni les Pouvoirs post-coloniaux n'ont su saisir cette chance... et l'histoire ne se répète pas.

Une seconde observation concerne la part qui revient à la "crise cacaoyère" en tant que telle dans la crise actuelle. Entre la phase de généralisation de l'innovation cacaoyère et la crise actuelle, bien des transformations se sont opérées durant cette quarantaine d'années. Ces transformations ont toutefois donné lieu à une appréciation erronée qui pèse sur l'interprétation de la crise actuelle. La période qui part de l'après-guerre et se termine avec l'entrée dans la conjoncture de crise de l'économie mondiale au tournant des années 1980 passe en effet à tort pour la phase triomphante de la cacaoculture ouest-africaine. Les indicateurs quantitatifs de production et de revenu global occultent le fait que cette période est caractérisée au contraire par des stratégies de "sortie" du secteur productif cacaoyer par diverses catégories sociales, à partir de la diversification des "investissements sociaux" et à la manière du scénario que décrit Sara Berry à propos des planteurs yoruba (et qu'elle généralise aux agriculteurs ouest-africains dans la période actuelle de crise).

Dans ces conditions, les effets des politiques économiques (tôt considérées comme la cause du déclin de la cacaoculture au Ghana), les effets des revenus pétroliers (au Nigeria), les effets dévastateurs de la culture extensive et l'imprévoyance de la gestion de la Caisse de stabilisation (en Côte d'Ivoire) ne sont pas les causes premières du désengagement cacaoyer mais sont plutôt les résultats ou, à tout le moins, les suites d'un changement profond des projets sociaux des acteurs, qu'il s'agisse des catégories dominantes en mesure de profiter de nouvelles opportunités ou des générations récentes de jeunes ruraux confrontés aux difficultés d'accéder à la ressource forestière. Si la crise du marché du cacao est bien une circonstance aggravante de la conjoncture actuelle, c'est lui faire trop d'honneur que de penser qu'un relèvement des cours ou qu'une politique incitative suffiraient à régler un problème de société.

Certes, les planteurs africains montrent qu'ils sont parfaitement capables d'intensifier leur production lorsque les circonstances l'exigent ou qu'il peuvent compenser la disparition de la rente-forêt par une intensification du travail (cela semble confirmé tant au Ghana qu'en Côte d'Ivoire). Il est cependant douteux que les intéressés voient dans l'amélioration des procédés culturels et de la productivité autre chose qu'une régression de leurs aspirations, même si la situation les contraint à choisir cette voie, faute d'activité alternative de reconversion. On peut s'en offusquer, mais il faut bien l'admettre car, d'une certaine manière, on peut penser que, loin d'être un élément négligé par les acteurs sociaux, le cycle bio-écologique de la cacaoculture que décrit F. Ruf a été anticipé dans le déroulement de leurs stratégies sociales, déjà tournées, il y a plus d'une génération, vers la sortie de la cacaoculture.

¹ Rédigé en 1993 avant la dévaluation du franc CFA. Il est possible que l'absence d'une "culture de la dévaluation", conséquence du fonctionnement particulier de la zone franc à partir de la Seconde guerre mondiale, et contrairement au Ghana et au Nigeria, induise en Côte d'Ivoire des comportements d'acteurs différents de ceux qui prévalent dans les pays où l'ajustement des parités est monnaie courante.

Certes, l'on sait bien que les politiques agricoles ont souffert de graves défauts. Mais peut-on attendre d'une bonne politique économique et sociale - qui plus est menée sous la contrainte extérieure, même justifiée, des bailleurs de fonds- qu'elle refasse ce que les acteurs sociaux ont sciemment défailté dans une conjoncture plus favorable, à partir de projets sociaux et culturels parfaitement cohérents à défaut de ne pas être conciliables avec la division internationale du travail?

Peut-on dès lors attendre une nouvelle "innovation cacaoyère" pour sortir de la crise? Pour paraphraser Alfred Hirschman, il est bien possible que l'innovation naisse davantage de l'incertitude des passions que de la rationalisation des techniques. Ce n'est pas une raison pour se replier sur la contemplation attristée du douloureux accouchement des nouvelles sociétés africaines, mais ce n'est surtout pas le moment de se tromper de crise.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

GENERALITES

- BARLOW C., JAYASURIYA S.K., 1986 - Stages of Development in Smallholder Tree Crop Agriculture, NCDS, Australian National University, Working Paper N° 86/8.
- BERRY S. 1988 - "Property rights and rural resource management: the case of tree crops in West Africa", *Cah. Sc. Hum.*, 24, 1: 3-16.
- BERRY S., 1989 - "Social institutions and access to resources", *Africa*, 59, 1: 41-55.
- BINSWANGER H., McINTIRE J., 1987 - "Behavioral and Material Determinants of Production Relations in Land-abundant Tropical Agriculture", *Economic Development and Cultural Change*, 36: 73-99.
- JARRIGE F., RUF F., 1989 - "Comprendre la crise du cacao", Séminaire CIRAD Economie des filières.
- RUF F., 1991 - Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or?, *Cah. Et. Afr.*, XXXI, 1-2:83-134.

HISTOIRE ECONOMIQUE GENERALE

- ARHIN K., HESP P., VAN DER LAAN L., 1985 - Marketing Boards in Tropical Africa, London, KPI.
- AUSTEN A., 1987 - African Economic History. Internal Development and External Dependency. Curry-Heinemann, London-Portsmouth.
- BATES R., 1981 - Market and States in Tropical Africa, Berkeley, Univ. of California Press.
- FORBES MUNRO J., 1976 - Africa and the International Economy, London, Dent & Sons.
- HART K., 1982 - The Political Economy of West African Agriculture, Cambridge University Press.
- HOPKINS A.G., 1973 - An Economic History of West Africa, Longman, London.
- ILIFFE J., 1983 - The Emergence of African Capitalism, University of Minnesota Press, 113 p.
- PHILLIPS A., 1989 - The Enigma of Colonialism. British Policy in West Africa, James Currey-Indiana University Press.

NIGERIA

- BEER C., 1976 - The Politics of Peasant Groups in Western Nigeria, Ibadan University Press, 276 p.
- BERRY S., 1974 - "The concept of innovation and the history of cocoa farming in Western Nigeria", *Journal of African History*, XV, 1.
- BERRY S., 1975 - Cocoa, custom and socio-economic change in rural western Nigeria, Clarendon Press, Oxford.
- BERRY S., 1985 - Fathers work for their sons. Accumulation, Mobility and Class Formation in an extended Yoruba Community, University of California Press, 225 p.
- CLARKE J., 1981 - "Households and the political economy of small-scale cash crop production in South-Western Nigeria", *Africa* 51 (4) : 807-823.
- FALOLA T., 1987 - "Power Relations and Social Interactions among Ibadan Slaves, 1850-1900", *African Economic History*, n° 16 : 95-114.

- HOPKINS A.G., 1966 - "Economic aspects of political movements in Nigeria and in the Gold Coast 1918-1939", *Journal of African History*, VII, 1 : 133-152.
- HOPKINS A.G., 1978 - "Innovation in a colonial context : african origins of the nigerian cocoa-farming industry, 1880-1920", in DEWEY C. and HOPKINS A.G., *The Imperial Impact : Studies in the Economic History of Africa and India*, University of London, The Athlone Press : 83-966 et 341-342.
- LLOYD P.C. - *Yoruba Land Law*, Oxford University Press, 378 p.

GHANA

- ARHIN K., 1986 - "A note on the asante akonkofo : a non-literate sub-elite, 1900-1930", *Africa*, 56, 1 : 25-31.
- ARHIN K., 1980 - "The Economic and Social Significance of Rubber Production and Exchange on the Gold and Ivory Coasts, 1880-1900", *Cahiers d'Etudes Africaines*, XX-1,2 : 49-62.
- AUSTIN G., 1987 - "The emergence of capitalist relations in South Asante cocoa-farming, c. 1916-1933", *Journal of African History*, 28 : 259-279.
- AUSTIN G., 1988 - "Capitalists and Chiefs in the Cocoa Hold-Ups in South Asante, 1927-1938", *The International Journal of African Historical Studies*, 21, 1 : 63-95.
- BECKMAN B., 1976 - *Organising the Farmers. Cocoa Politics and National Development in Ghana*, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 299 p.
- BENNEH G., 1970 - "The Impact of Cocoa Cultivation on the Traditional Land Tenure System of the Akan of Ghana", *Ghana Journal of Sociology*, 6, 1 : 43-61.
- BOURRET F.M., 1949 - *The Gold-Coast. A survey of the Gold-Coast and British Togoland 1919-1946*, London, Geoffrey Cumberlege, Oxford University Press.
- BROKENSHA D., 1986 - *Social Change at Larteh, Ghana*, Oxford, Clarendon Press, 294 p.
- DICKSON K.B., 1971 - *A Historical Geography of Ghana*, Cambridge University Press.
- DUMETT R., 1971 - "The Rubber Trade of the Gold-Coast and Asante in the Nineteenth Century : African Innovation and Market Responsiveness", *Journal of African History*, XII, 1 : 79-101.
- DUNN J. et ROBERTSON A.F., 1973 - *Dependance and Opportunity : Political Change in Ahafo (Ghana)*, Cambridge University Press, 400 p.
- FORTES M., 1948 - "The Ashanti Social Survey : A Preliminary Report", *The Rhodes-Livingstone Journal*, n° 6 : 1-36.
- GASTELLU J.-M., 1980 - "Les plantations de cacao au Ghana", *Cah. ORSTOM - Sciences Humaines*, XVIII, 2: 225-254.
- GREEN R.H., HYMER S.H., 1966 - "Cocoa in the Gold Coast : A Study in the Relations between African Farmers and Agricultural Experts", *Journal of Economic History*, 26, 3 : 299-319.
- GUNNARSON C., 1978 - *The Gold-Coast Cocoa Industry 1900-1939. Production, Prices and Structural Change*, Av-Centrale, Lund, 184 p. (Suède).
- HILL P., 1956 - *The Gold-Coast Cocoa Farmer. A Preliminary Survey*, London, Oxford University Press, 139 p.
- HILL P., 1970 - *The Migrant Cocoa-Farmers of Southern Ghana. A Study in Rural Capitalism*, Cambridge University Press.
- HOWARD R., 1980 - "Formation and stratification of the Peasantry in Colonial Ghana", *Journal of Peasant Studies*, 8, 1.
- JOHNSON T.J., 1972 - "Protest, tradition and change: Southern Gold Coast Riots, 1890-1920", *Economy and Society*, I, 2: 164-193.
- KONINGS P., 1986 - *The State and Rural Class Formation in Ghana : A Comparative Analysis*, London, KPI, Monograph from the African Studies Center, Leiden, 391 p.
- MILES J., 1978 - "Rural Protest in the Gold-Coast : The Cocoa Hold-Ups, 1908-1938", in DEWEY C. and HOPKINS A.G., *The Imperial Impact...*, London, The Athlone Press : 152-170.
- POKU K., 1969 - "People of slave origine in Ashanti", *Ghana Journal of Sociology*, 5, 1 : 33-38.

- ROBERTSON A.F., 1982 - "Abusa : The Structural History of an Economic Contract", *Journal of Development Studies*, 18, 4 : 447-478.
- SUTTON I., 1983 - "Labour in Commercial Agriculture in Ghana in the late Nineteenth and early Twentieth Centuries", *Journal of African History*, 24 : 461-483.
- TUDHOPE W.S., 1909 - "The Development of the Cocoa Industry in the Gold Coast and Ashanti", *Journal of the African Society*, vol. IX, october : 34-45.
- WILKS I., 1975 - "Dissidence in Asante Politics : Two tracts from the late nineteenth Century", in I. ABU-LUGHOD éd., *African Themes*, Evanston, Northwestern University : 47-63.

COTE-D'IVOIRE

- ARNOLD P., 1983 - *Emergence et structures d'une paysannerie africaine. Les petits planteurs baoulé de Bocanda et Daoukro (Côte d'Ivoire)*, Thèse de l'Université de Genève.
- BOUTILLIER J.-L., 1960 - *Bongouanou, Côte d'Ivoire. Etude socio-économique d'une subdivision*, Paris, Berger-Levrault.
- CHAPPELL, D.A., 1989 - *The Nation as Frontier: Ethnicity and Clientelism in Ivorian History*, *The Intern. J. of Afric. Historic. St.*, 22, 4: 671-696.
- CHAUVEAU J.-P., 1985 - "L'économie de plantation villageoise caféière et cacaoyère en Côte d'Ivoire: les leçons de l'histoire", *Cahiers de la Recherche-Développement*, n°8.
- CHAUVEAU J.-P., DOZON J.-P., 1985 - "Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire", *Cahiers ORSTOM Sciences Humaines*, XXI, 1.
- DOZON J.-P., 1985 - *La société Bete, Côte d'Ivoire*, Paris, ORSTOM-Karthala.
- DUPIRE M., 1960 - *Planteurs autochtones et étrangers en Côte d'Ivoire orientale*, *Etudes Eburnéennes*, VII.
- EKANZA S.P., 1983 - *Mutations d'une société rurale. Les Agni du Moronou: XVIIIe siècle-1939*, Thèse, Aix-en-Provence.
- GASTELLU J.-M., 1989 - *Riches paysans de Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.
- GROFF D.H., 1980 - *The Development of Capitalism in the Ivory Coast: the Case of Assikasso, 1880-1940*, Ph.D. Thesis, Stanford University.
- GROFF D.H., 1987 - *Carrots, sticks and cocoa pods: african and administrative initiatives in the spread of cocoa cultivation in Assikasso, Ivory Coast, 1908-1920*, *The Intern. J. of Afr. Histor. St.*, 20, 3: 401-416.
- KOBEN A., 1956 - *Le planteur noir*, *Etudes Eburnéennes*, V.
- ROUGERIE G., 1957 - *Pays Agnis du sud-est de la Côte d'Ivoire. Essai de géographie humaine*, *Etudes Eburnéennes*, VI.
- RUF F., 1988 - *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne*, Thèse paris X.
- RUF F., 1991 - *Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or?*, *Cah. Et. Afr.*, XXXI, 1-2:83-134.
- TAUXIER L., 1932 - *Religion, moeurs et coutumes des Agni de la Côte d'Ivoire*, Paris, Geuthner.

GIDIS-CI

*Groupement Interdisciplinaire
en Sciences Sociales Côte d'Ivoire*

ORSTOM

Petit-Bassam (Abidjan)

Actes de la Table Ronde

CRISES ET AJUSTEMENTS EN COTE-D'IVOIRE LES DIMENSIONS SOCIALES ET CULTURELLES

Bingerville (Côte d'Ivoire), 30 novembre, 1-2 décembre 1992



CENTRE ORSTOM DE PETIT - BASSAM